



**Administration
de la gestion de l'eau**
Grand-Duché de Luxembourg

Direction
Référence : EAU-AUT-24-0571
Votre référence : P23-098/PHG
Dossier suivi par : Unité Autorisations - LCO
Tel.: 24556 - 922 (08:30 - 11:30)
Email : autorisations@eau.etat.lu

croix-rouge 
luxembourgeoise
Réception du siège

Entré le 30 OCT. 2024 *ED*

Croix Rouge Luxembourgeoise
44, boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Esch-sur-Alzette, le 28 OCT. 2024

Lettre de finalisation

Objet	Réalisation d'un forage de reconnaissance à Colpach-Bas
Localité(s)	Colpach-Bas
Commune(s)	Ell

Madame, Monsieur,

Par la présente je vous envoie la décision ministérielle. Veuillez noter qu'en date de ce jour une copie de la décision ministérielle a été transmise à l'Administration communale d'Ell afin de procéder à l'apposé du certificat prévu à l'article 24, §2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Pour l'Unité Autorisations



Annexe :

- Décision ministérielle
- Documents vérifiés



Décision n° EAU-AUT-24-0571

Le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 15 mai 2024 présentée par Goblet Lavandier & Associés Ingénieurs Conseils S.A., 53, rue Gabriel Lippmann, L-6947 Niederanven, mandatée par la Croix Rouge Luxembourgeoise, 44, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la réalisation d'un forage de reconnaissance à Colpach-Bas ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La réalisation d'un forage de reconnaissance à Colpach-Bas est autorisée à l'emplacement indiqué sur l'extrait du plan cadastral annexé selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

Conditions générales

1. Le code national de l'ouvrage est le FRE-805-17. Prière d'utiliser ce code pour toute correspondance future avec l'Administration de la gestion de l'eau (courrier, analyses d'eau, etc.).
2. Le nombre de forages est limité à 1.
3. La profondeur maximale autorisée du forage est limitée à l'interface des formations du Buntsandstein et du Dévonien.

En ce qui concerne la réalisation du forage de reconnaissance

4. Les travaux de forage sont à réaliser par une société de forage certifiée suivant DVGW W120-1 ou équivalent. Les travaux sont à suivre par un géologue spécialisé dans ce domaine. Tout matériau en contact avec l'eau potable doit disposer d'une attestation de conformité sanitaire.
5. En cas de nécessité d'eau pendant les travaux de forage, une eau destinée à la consommation humaine est à utiliser.
6. Le prélèvement d'eau dans le forage est à limiter aux éventuels essais de pompage et à l'échantillonnage de ces eaux afin d'identifier la présence de nappes différentes qui peuvent être clairement séparées tant du point de vue géologique et physique que du point de vue chimique de ces eaux. Un rapport comprenant les résultats et les interprétations des investigations est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu).

7. Afin d'empêcher toute contamination des eaux souterraines, les précautions ci-dessous sont à prendre :
- Tout stockage de substances dangereuses pour l'eau est interdit dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Tout stationnement de véhicules, engins et machines est interdit dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Toutes infrastructures et constructions sont interdites dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Tout stockage de substances dangereuses pour l'eau, qui est situé à une distance comprise entre 10 et 30 m du forage, est à réaliser sur une aire étanche, munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel ou fuite.

En ce qui concerne la phase chantier

8. Le personnel travaillant sur le chantier doit être informé des risques de pollution de l'eau souterraine et doit également être instruit des mesures de protection ou de prévention à prendre.
9. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.
10. Une bâche ou une membrane imperméable est à installer sous les foreuses pendant toute la durée des travaux de forage, afin de récupérer toute fuite de carburant et d'huile.
11. L'utilisation d'engins et de machines de chantier doit se faire avec des précautions particulières. Des contrôles quotidiens sont à réaliser afin de vérifier l'absence de toute perte de carburant et d'huile. Des réparations de petite envergure sont à réaliser immédiatement. Si cela ne s'avère pas faisable, le dispositif concerné est à remplacer de suite. L'utilisation d'engins de chantier à moteur électrique est à préférer aux engins à moteur à combustion et tous les engins et machines doivent avoir de préférence de l'huile biodégradable dans leur système hydraulique.
12. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Chaque cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié du volume total des produits stockés dessus.
13. Un stock suffisant de produits fixants ou absorbants est à mettre en place à proximité, dans un endroit visible et facilement accessible. Ces matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées sont à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.
14. Les eaux usées sanitaires des toilettes de chantier doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les eaux usées des toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir du formaldéhyde ou des détergents cationiques. Les citernes précitées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.
15. Toutes les eaux pompées/eaux de fouilles ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes sont à évacuer via des bassins de décantation de capacité appropriée, soit :
- vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir de substances polluantes, de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9, une turbidité maximale de 30 NTU (classe : eau légèrement trouble) et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir de substances polluantes. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit ni causer un lessivage vers un cours d'eau ou une canalisation, ni engendrer un dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales, à condition de ne pas contenir de substances polluantes et de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9 et une turbidité maximale de 30 NTU (classe: eau légèrement trouble). Tout raccordement à la canalisation publique pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'Administration communale territorialement compétente, respectivement le propriétaire de la canalisation.

Art. 3 : Obligations d'informer l'Administration de la gestion de l'eau

1. En cas d'abandon du forage, un colmatage est à effectuer selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée. La méthodologie de colmatage est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu) au moins deux semaines avant la réalisation des travaux.
2. En cas de pollution accidentelle (par exemple : déversement d'hydrocarbures, rupture de récipients, déversement de produits dangereux, fuites des eaux usées, déversement de purin/lisier, etc.), des mesures immédiates sont à prendre pour empêcher une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (par exemple : fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles, excavation des terres polluées). L'Administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél. : 112, email : pollutions@eau.etat.lu), l'Administration de l'environnement et, si nécessaire, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sont à informer sans délai de l'incident.
3. Un rapport, à établir par l'expert en géologie en charge du suivi des travaux de forage, est à remettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu) au plus tard un mois après la fin des travaux et doit contenir les informations suivantes :
 - le levé détaillé des couches géologiques atteintes avec la réalisation d'un log géologique et d'une coupe géologique,
 - la profondeur finale et le diamètre du forage,
 - l'équipement du forage,
 - l'indication des niveaux des nappes au repos et après pompage dans le forage,
 - l'identification des couches géologiques et des aquifères,
 - l'identification des conditions captives, libres ou artésiennes de chaque niveau et
 - les relations éventuelles entre différents niveaux.

Un tableau récapitulatif, disponible au lien <http://www.geologie.lu/opendata/bdgeo/bdgeo-echange.zip>, est également à compléter et à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu) au plus tard un mois après la fin des travaux.

4. L'Administration de la gestion de l'eau (Unité Eaux souterraines et eaux potables) est à avertir deux semaines avant l'exécution des travaux par courrier ou par courrier électronique à l'adresse potable@eau.etat.lu.
5. Les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau sont à avertir par mail (potable@eau.etat.lu) lorsque les phénomènes suivants sont observés lors des travaux de forage : nappe artésienne, phénomène de gonflement, vides et crevasses.

Art. 4 : Information(s)

La présente autorisation se limite aux travaux de forage et aux essais de pompage.

Art. 5 : Validité

1. Conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la décision devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés
 - n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
 - ont chômé pendant deux années consécutives ;
 - ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
 - ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.
2. La présente autorisation a été accordée suivant la législation en vigueur au moment de son octroi. Toutefois, il convient au demandeur de s'assurer, tant avant le début des travaux que lors de la phase d'exploitation, que l'autorisation est toujours valable et qu'aucun changement législatif n'est entretemps intervenu ayant entraîné de facto la caducité des dispositions y contenues.

Art. 6 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer des contrôles conformément à l'article 61ter de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente décision.

Art. 7 : Limites

Cette décision couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes légaux ou réglementaires.

Art. 8 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre ou à l'administration ayant pris la décision. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de 40 jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

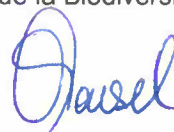
Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, la rubrique « Recours contre un acte administratif » peut être consultée sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Art. 9 : Transmission

Conformément à l'article 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Luxembourg, le1.1.OCT.2024

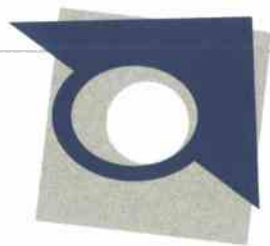
Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Documents annexés :

- Formulaires F-AUT-GEN et F-AUT-FC
- Mémoire technique
- Extrait de la carte topographique
- Extrait du plan cadastral
- Plan d'aménagement général de la commune d'Ell
- Extrait de la carte géologique
- Partie écrite du PAG
- Plan n° 23 indice H : Plan de masse, Géothermie



Goblet Lavandier & Associés
Ingénieurs-Conseils S.A.

**FORAGE DE « RECONNAISSANCE »
POUR ETUDE DE FAISABILITE DE FORAG
GEOTHERMIQUES POUR LE FUTUR CIS
A COLPACH-BAS**

- « Demande d'autorisation dans le cadre de la loi
modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau »

MEMOIRE EXPLICATIF